

19

01

Etxerat
dossier trimestriel
de janvier à mars

Euskal
Preso eta Iheslari
Politikoen
**Senide eta Lagunen
Elkartea**

Introduction

Dans la première chronique trimestrielle d'Etixerat de 2017, nous rendions compte de la mort récente à la prison de Badajoz de Kepa del Hoyo, troisième prisonnier politique basque décédé derrière les barreaux depuis l'arrêt définitif de l'activité armée d'ETA. Un an plus tard, dans la première chronique de 2018, nous avons dû parler d'une autre mort en prison, celle de Xabier Rey Urmeneta, victime, comme Kepa del Hoyo, d'un régime pénitentiaire d'exception.

Un régime pénitentiaire conçu, nous le rappelons fois encore, pour mener les prisonnier.e.s politiques basques à la limite de leur résistance physique et psychique durant chaque jour et chaque nuit de leur condamnation.

Cette nouvelle chronique du premier trimestre 2019 démarre avec deux autres douloureuses pertes. Le 5 janvier, Juan Mari Maiezkurrena est mort à son domicile d'Hernani, alors qu'il faisait l'objet d'une suspension de peine accordée à peine un an et demi plus tôt par l'Audience Nationale espagnole en raison de la grave maladie dont il était atteint.

21 jours plus tard, le 26 janvier, mourait le prisonnier politique de Gasteiz Oier Gomez Mielgo, à qui la suspension de peine avait été attribuée dans l'État français le 27 avril 2017, après la désactivation des mandats d'arrêt européens lancés contre lui par l'État espagnol. Il résidait depuis à Bayonne et était suivi à l'hôpital de la ville.

Etixerat a exprimé sa profonde douleur face à ces décès et envoyé son soutien le plus chaleureux aux familles et amis de Juan Mari et d'Oier, tout en dénonçant une fois encore la situation des 21 prisonniers politiques basques atteints de maladies graves et incurables, situation aggravée par l'éloignement de leur entourage familial et affectif et par l'impossibilité de se soigner correctement en prison.

L'association Jaiki Hadi a présenté en janvier son bilan de l'année écoulée en matière d'assistance et d'actualité sanitaire du Collectif des prisonnier.e.s politiques basques. Elle a fait le constat préoccupant et très significatif que le nombre de prisonniers gravement malades était bien plus élevé qu'il y a 10 ans : 9 prisonnier.e.s étaient atteints de maladies graves et incurables sur un collectif de 765 personnes. On constate clairement que les décennies de détention et l'âge avancé ont une incidence très alarmante sur la santé tant physique que psychique de ces personnes.

En 2018, deux des prisonniers figurant dans cette liste, Manu Azkarate et Jose Ramon Lopez de Abetxuko, ont été libérés, non en raison de la gravité de

leur maladie mais après accomplissement intégral de leur condamnation. Cette année, un nouveau prisonnier gravement malade est venu allonger la liste publique, Gurutz Maiza, âgé de 70 ans et atteint d'une série de pathologies graves. Deux autres prisonniers, Kepa Arronategi, atteint d'une grave pathologie psychique, et Joseba Erostege, atteint de plusieurs graves maladies, sont passés de la liste anonyme à la liste publique.

Dans le chemin de la paix et de la résolution, il est indispensable et urgent de libérer les prisonniers politiques basques atteints de maladies graves et incurables. Comme nous le disions dans le bilan de l'année écoulée que nous avons publié début 2019, les prisonniers gravement malades n'ont pas été remis en liberté comme le demandait la société basque. Certains ont été transférés, Kepa Arronategi à Zuera, Gorka Fraile à El Dueso et Jagoba Codó à Logroño. Dans le cas de Kepa Arronategi, l'annonce de son transfert a été accompagnée de la diffusion d'éléments confidentiels sur sa maladie, violant le droit à l'intimité et au secret médical dont il avait lui-même demandé le respect.

En ce qui concerne les prisonniers d'âge avancé, 2 sont aujourd'hui âgés de plus de 70 ans ; 12 sont âgés de plus de 65 ans ; 19 autres prisonniers sont âgés de plus de 60 ans.

Dans ce même bilan, nous répétons que les gouvernements espagnols et français sont très en retard sur la société basque en ce qui concerne les pas et initiatives destinés à avancer dans la résolution du conflit. Nous faisons également un bilan très positif de la manifestation qui s'est déroulée en janvier à Bayonne et à Bilbao sous le slogan « Maintenant les prisonniers » et nous nous joignons à l'appel lancé à ces deux gouvernements pour en finir définitivement avec les politiques pénitentiaires d'exception.

Il n'y a aucune raison de ne pas réaliser définitivement le rapprochement de tous les prisonniers de l'État espagnol à Zaballa et la libération des prisonniers gravement malades et/ou d'âge avancé. Nous ne pouvons pas parler, loin de là, de normalisation. La situation des familles et ami.e.s de prisonnier.e.s basques est même encore pire après les timides initiatives de l'année dernière, car les attentes créées par le gouvernement de Pedro Sanchez ont conduit à augmenter plus encore l'énervement et la frustration. Chaque jour qui passe alourdit notre charge.

Etxerat considère qu'elle est en train de tenir son engagement de travailler pour la paix et pour les droits de toutes les personnes et de soutenir et de participer à toutes les initiatives destinées à avancer dans la résolution du conflit, dans le chemin du vivre-ensemble et de la paix. Cependant, en ce qui concerne la situation générale de la totalité des prisonnier.e.s politiques basques, les mouvements effectués par les gouvernements ne sont toujours pas significatifs, l'initiative des États est insuffisante.

1. DISPERSION

1.1 DISPERSION ET ÉLOIGNEMENT DU COLLECTIF

262 prisonniers politiques basques:

DISPERSION

- 260, dispersés dans 55 prisons et un Centre Psychiatrique
 - 2 prisonniers politiques basques dans 2 prisons d'Euskal Herria
 - 1 prisonnier politique basque au Centre Aita Menni
 - 212, dans 40 prisons de l'État espagnol et 4 enfants de moins de 3 ans, avec leurs mères
 - 44, dans 11 prisons de l'État français
 - 1 prisonnier politique basque au Portugal
- 2 prisonniers politiques basques en régime atténué

ÉLOIGNEMENT

- État espagnol: 210 prisonniers politiques basques:
 - 140 (67 %), éloignés entre 600 – 1100 km d'Euskal Herria
 - 43 (20 %), éloignés entre 400 – 590 km d'Euskal Herria
 - 27 (13 %), éloignés entre 100 – 390 km d'Euskal Herria
- État français : 44 prisonniers politiques basques
 - 15 (35 %), éloignés entre 600 – 1100 km d'Euskal Herria
 - 3 (6%), éloignés entre 400 – 590 km d'Euskal Herria
 - 26 (59%), dans les deux prisons les plus proches du Pays Basque

1.2 LEKUALDAKETAK - Traslados - Transferts

		Espetxetik: De la prisión de: De la prison de:	Km.	espetxera: a la de: à celle de:	Km.
Beaumont Etxebarria, Iñaki	2019-01-17	GRANADA (Albolote)	840	SORIA	225
Comes Arranbillet, Olga	2019-01-14	MANSILLA (Leon)	360	VILLABONA	400
Ginea Sagasti, Josu	2019-01-17	ALMERIA	960	MANSILLA	360
Lopez Gomez, Jon	2019-01-02	HERRERA	600	ZUERA (Zaragoza)	270
Sola Campillo, Aurken	2019-01-18	ALGECIRAS	1100	BURGOS	210
Atristain Gorosabel, Javier	2019-02-08	MURCIA II	790	SORIA	225
Goitia Abadia, Oier	2019-02-13	MURCIA II	790	VILLABONA	400
Murga Zenarruzabeitia, Andoni	2019-02-16	CURTIS (A Coruña)	600	ZUERA	270
Yañez Ortiz de Barron, Iratxe	2019-02-18	ALMERIA	960	VILLABONA	400
Sagardoi Lana, Xabier	2019-03-08	SORIA	225	IRUÑEA	0
Agirre Ibañez, Xabier	2019-03-11	OCAÑA	480	LOGROÑO	140
Fano Aldasoro, Unai	2019-03-11	ALGECIRAS	1100	SORIA	225
Urrutia Gonzalez, Oier	2019-03-29	A LAMA (Pontevedra)	730	LOGROÑO	140
Sagardoi Xabier	2019-03-29	GRANADA (Albolote)	840	DAROCA	340

1.3 FRANTZIAR ESTATUAK ESPAINIAR ESTATUARI

Entregados/as por el Estado francés - Remis/e/s par l'État français à l'État espagnol

Bengoa Lpz. de Armentia, Asier	2019-02-06
Borrero Toribio, Asier	2019-02-27

1.4 ASKATASUNAK / Libertades / Libérations

		Espetxea Prisión Prison	Urte espetxean Años en prisión Années en prison
Albisu Iriarte, Mikel	2019-01-22	REAU-SUD-FRANCILIEN (E.F.)	15 (1)
Aginako Etxenagusia, Asier	2019-01-31	VALENCIA III	15 (5)
Ibarrola Pérez, Julen	2019-02-10	BASAURI	2 (1)
Urizar de Paz, Germán	2019-02-28	ALGECIRAS, Cádiz	28 (1)
Etxebarria Sagarzazu, Kepa	2019-03-08	ZUERA, Zaragoza	20 (1)
Aranalde Ijurko, Maite	2019-03-11	SOTO DEL REAL, Madrid	9 (4)
Zengotitabengoa, Andoni	2019-03-28	Vale de Judeus, PORTUGAL	9 (1)

- (*) (1) Zigorra beteta / Cumplimiento íntegro de la condena / Fin de la peine
 (2) Espainiar estatuaren esku utzi ondoren. Tras ser entregado por el Estado francés / Après avoir été remis par l'État espagnol
 (3) Estradizio eskaria ukatua / Rechazada la demanda de extradición / Demande d'extradition refusée
 (4) Behin-behineko askatasuna / Libertad provisional / Liberté provisoire
 (5) Zigor etena eritasun larriagatik / Suspensión de condena por enfermedad grave / Suspension de peine pour maladie grave

2. POLITIQUE PÉNITENTIAIRE

2.1 VIOLATIONS DU DROIT À LA SANTÉ

L'Audience Nationale de Madrid a accordé la suspension de peine au prisonnier politique basque Asier Aginako en raison de sa grave maladie

Le 31 janvier 2019, le prisonnier politique basque Asier Aginako Etxenagusia a été remis en liberté en raison de la grave maladie dont il est atteint. L'Audience Nationale espagnole a ainsi répondu à la demande de suspension de peine déposée par ses avocats en raison de son état de santé et de son droit à recevoir le traitement médical dont il a besoin dans les meilleures conditions et avec les garanties nécessaires.

Etxerat a reçu avec soulagement la nouvelle de la libération d'Asier Aginako et a mis une fois de plus l'accent sur la situation des prisonniers gravement malades et sur le fait que leur libération est indispensable pour garantir leur droit à la santé et leur permettre d'affronter leur maladie dans des conditions dignes.

2.2 VIOLATIONS DU DROIT À LA VIE FAMILIALE

Un enfant empêché de rendre visite au prisonnier politique basque Fermin Martinez à Mont-de-Marsan

Lors d'une visite que des proches du prisonnier Fermin Martinez Bergara ont réalisée à la prison de Mont-de-Marsan (200 km) au début du mois de mars, les surveillants présents ont refusé l'entrée du parloir à un enfant au prétexte que l'attelle rigide qu'il portait au bras posait un problème de sécurité. Bien qu'il ait lui-même proposé de la retirer, l'enfant a dû rester à l'extérieur, accompagné de l'une des personnes présentes, pour que les autres visiteurs puissent entrer au parloir.

Etxerat dénonce le traitement infligé à cette famille et l'interdiction de visite faite à un enfant suite à un excès de zèle injustifié, plus encore si on tient compte du voyage que cette famille a dû effectuer pour se rendre dans cette prison.

3. EXILÉ.E.S POLITIQUES BASQUES

3.1 EXILÉ.ES POLITIQUES BASQUES

Inaxio Olaskoaga revient au Pays Basque après 22 ans d'exil

Après 22 ans loin de chez lui, l'exilé politique de Donostia Inaxio Olaskoaga est rentré en Euskal Herria le 7 janvier.

3.2 DÉPORTATION

Le déporté politique basque Iñaki Etxarte de retour en Euskal Herria

Le déporté politique basque Iñaki Etxarte est revenu à Azpeitia après 38 ans loin de chez lui. Il a passé les 32 dernières années déporté à Cuba

4. FAMILLES ET AMI.E.S

4.1 ACCIDENTS

L'année 2019 a commencé avec un accident de la dispersion dans l'État français

La compagne et le fils de 23 mois du prisonnier politique basque Garikoitz Aspiazu, incarcéré à la prison d'Arles dans l'État français, à 665 km de son domicile familial, ont eu un accident dans cette même localité en sortant de la visite le mardi 1er janvier.

La voiture dans laquelle ils voyageaient a été emboutie dans un virage par le véhicule qui se trouvait derrière eux. Le conducteur, qui a refusé d'appeler la gendarmerie comme le lui demandait la compagne du prisonnier basque, s'est enfui sans avoir rempli le constat d'accident. Ni elle ni le bébé n'ont été blessés, et ils ont pu rentrer au Pays Basque.

Etixerat a dénoncé avec force la persistance d'une politique pénitentiaire d'exception qui oblige les familles et ami.e.s de prisonnier.e.s politiques basques, quels que soit leur âge ou leur situation, à mettre leur vie en danger pour pouvoir exercer leur droit aux visites et à la vie familiale. En 2018, 15 proches avaient été affectés dans 7 accidents, certains d'entre eux pour la deuxième fois.

Le frère et un ami du prisonnier politique d'Orereta Jesus Mari Etxeberria Garaikoetxea ont eu un accident en se rendant à la visite

Le frère et un ami de Jesus Mari Etxeberria Garaikoetxea, prisonnier politique d'Orereta, incarcéré à la prison de Puerto III (Cadix), à 1.050 km du Pays Basque, ont eu un accident le vendredi 25 janvier aux environs de Séville, alors qu'ils se rendaient à la visite.

Vers 20h, sur l'autoroute A 66, à environ 50 km de la capitale andalouse, à la sortie d'un virage, ils se sont soudainement trouvés face à deux véhicules accidentés quelques minutes plus tôt. S'ils ont réussi à éviter la première voiture qui se trouvait au milieu de la chaussée, ils ont heurté le second véhicule arrêté sur la droite de la route. Ils sont heureusement sortis indemnes de la collision, mais ils ont eu beaucoup de chance en parvenant à s'écarter très rapidement, le trafic étant très important à cette heure-là.

Le frère et l'ami de Jesus Mari Etxeberria ont quand même pu, par la suite, poursuivre leur voyage, et réaliser la visite le lendemain.

Le troisième accident de l'année a touché deux amis du prisonnier politique basque Jon Mirena San Pedro

Le 2 février, deux amis de Luis Mariñelarena, prisonnier politique basque originaire d'Etxarri Aranatz et incarcéré à la prison de Curtis, Pontevedra, à 700 km de chez lui, ont subi le second accident du week-end, le troisième pour les familles et ami.e.s de prisonnier.e.s politiques basques en un peu plus d'un mois. L'accident a eu lieu vers 10h30, quand une averse de grêle les a surpris sur la route de Cantabria. La voiture dans laquelle se trouvaient les amis du prisonnier politique basque a dérapé, heurtant d'abord un autre véhicule puis la barrière latérale. Les occupants de la voiture n'ont pas été blessés et ont pu poursuivre leur voyage et réaliser la visite.

Deux amis du prisonnier politique d'Etxarri-Aranatz Luis Mariñelarena ont eu le 4ème accident de l'année

Le lendemain 3 février, deux amis de Luis Mariñelarena, prisonnier politique basque originaire d'Etxarri Aranatz et incarcéré à la prison de Curtis, Pontevedra, à 700 km de chez lui, ont subi le second accident du week-end, le quatrième pour les familles et ami.e.s de prisonnier.e.s politiques basques en un peu plus d'un mois. L'accident a eu lieu vers 10h30, quand une averse de grêle les a surpris sur la route de Cantabria. La voiture dans laquelle se trouvaient les amis du prisonnier politique basque a dérapé, heurtant d'abord un autre véhicule puis la barrière latérale. Les occupants de la voiture n'ont pas été blessés et ont pu poursuivre leur voyage et réaliser la visite.

5. VIOLATION DU DROIT À LA MÉMOIRE

Etxerat a dénoncé l'attaque faite au monolithe installé en mémoire de Karmele Solaguren

À la fin du mois de janvier, le monolithe érigé à Barañain (Navarre) en mémoire de Karmele Solaguren, victime de la politique pénitentiaire de dispersion, a été vandalisé, ce que l'association Etxerat a fortement déploré. Selon nous, l'objectif de ce type d'action est le boycott du travail que la société basque est en train de mener dans le chemin de la résolution, de la reconnaissance, de la réconciliation et de la réparation. Dans cette voie, le respect de la mémoire de toutes les victimes est indispensable et Karmele Solaguren, décédée en décembre 2004 sur la route de la prison d'Alcala Meco, est une victime de la politique pénitentiaire d'exception qui l'a obligée à faire le voyage qui lui a coûté la vie.

Etxerat s'est montrée consciente du fait que, durant ce cheminement, les obstacles et les difficultés ne vont pas manquer, mais a réitéré sa confiance dans la détermination et la volonté de la société basque et renouvelé son engagement à travailler et apporter sa contribution à toutes les voies ouvertes pour créer un nouvel espace de paix et de vivre-ensemble.

6. INSTITUTIONS ET AGENTS POLITIQUES ET SOCIAUX

6.1 POSITIONNEMENTS

Le Conseil de la Ville de Dublin a approuvé une motion contre la dispersion des prisonnier.e.s politiques basques

Le 6 février 2019, les membres du Conseil de la Ville de Dublin ont approuvé une motion qui demande à l'État espagnol de mettre fin à sa pratique de dispersion des prisonnier.e.s basques et à toutes les difficultés que celle-ci suppose pour les prisonniers et leurs familles, ainsi que la libération des jeunes d'Alsasu. La motion a été proposée par Michael O'Brien, conseiller à la solidarité et membre du Parti Socialiste.

La motion a été approuvée dans une large mesure grâce à une intense campagne d'information à laquelle ont participé des militants du Comité de Solidarité avec Euskal Herria. La motion a été approuvée par acclamation.

Le texte mentionnait le cessez-le-feu de 2011, les actes de désarmement et l'annonce postérieure par ETA de sa dissolution formelle comme organisation.

Le Conseil de la Ville de Dublin a déploré "la politique continue de l'État espagnol de dispersion des prisonniers indépendantistes basques dans les prisons les plus éloignées de l'État espagnol" et souligné que cette politique engendre d'énormes difficultés économiques et physiques pour les familles des détenus et "contribue aux accidents mortels causés par les voyages sur de longues distances". La motion défendait le soutien "à un programme de transferts de prisonniers vers les terres basques et de libération de prisonniers".

D'autre part, rejoignant la position d'Amnesty International et de 50 députés européens, la motion relevait "avec inquiétude le cas des jeunes d'Alsasu qui, après une altercation avec des gardes civils dans un bar en 2016", ont été déclarés coupables de charges impliquant de "sévères peines de prison". La Mairie de Dublin s'est jointe aux appels au niveau international pour leur libération immédiate et l'annulation des charges.

La motion approuvée précisait que le texte serait envoyé à l'Ambassadeur d'Espagne et au Comité des Affaires Extérieures et du Commerce d'Oireachtas (Parlement national irlandais).

La Mairie d'Andoain a approuvé à l'unanimité une motion en faveur d'une nouvelle politique pénitentiaire

Le 22 février, la Mairie d'Andoain a approuvé à l'unanimité une motion en faveur d'une nouvelle politique pénitentiaire et de la fin de l'éloignement, à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Matilde Arribillaga (tuée dans un accident en 1994 en se rendant à une assemblée de l'association des familles de prisonnier.e.s politiques basques). La motion a été approuvée avec les voix d'EH Bildu, du PNV, du PSE-EE, de Ganemos Andoain et d'Irabazi Ganar Andoain.

6.2 FORUMS, RENCONTRES ET INITIATIVES POUR LA RÉOLUTION

"Etxerako giltzak", initiative de 40 minutu rock et Etxerat

L'initiative "40 Minutu Rock" a célébré cette année sa cinquième édition. Ses organisateurs ont décidé que cet événement solidaire avec les prisonnier.e.s et les exilé.e.s politiques basques, qui a également pour objectif de dénoncer la politique pénitentiaire d'exception maintenue par les gouvernements espagnols et français, s'étendrait sur deux journées, en collaboration avec l'association Etxerat.

Le samedi 23 février à 10h30, les portes de Landako à Durango se sont ouvertes pour le début d'un marathon de musique adressé aux jeunes. La veille de cette journée de concerts, le vendredi 22, des événements ont été organisés pour les plus petits mais aussi pour les adultes.

"Elkartasun dantzaldia" a eu lieu le 22, toujours au pavillon Landako. Au côté de Pirritx, Porrotx et Marimotots, différents intervenants ont donné un spectacle réunissant des personnes de divers horizons comme la communauté éducative, le mouvement féministe, les retraités, les travailleurs de la santé et la culture dans ses différents domaines.

Toujours le vendredi 22, nous avons également pu assister à la performance "Etxerako giltzak", d'une durée de 40 minutes, sur le thème de l'absence des prisonnier.e.s, exilé.e.s et déporté.e.s. Ane et Uri sont les personnages de cette représentation pour les sens, une initiative mise en marche conjointement par 40 Minutu Rock et Etxerat, dans un projet coordonné par Gotzon Barandiaran, dans lequel sont également intervenus Miren Amuriza, Nerea Ibarzabal, Ines Osinaga et Mikel Urdangarin.

7. ETXERAT : RASSEMBLEMENTS, DÉCLARATIONS ET CONFÉRENCES DE PRESSE

Contribution d'Etixerat au vivre-ensemble

Il y a quelques années, l'association Etixerat a décidé d'ajouter un axe de travail à ses tâches habituelles d'assistance et de conseil aux familles de prisonnier.es et d'exilé.es politiques basques. Dans une évolution constante, elle a développé et consolidé cette intervention, dans l'objectif et l'engagement clair de contribuer au vivre-ensemble et à la résolution du conflit politique.

Durant ce processus de réflexion et de multiplication des engagements, en 2011, nous avons décidé d'adhérer à l'Accord de Gernika. Deux ans plus tard, nous avons publié notre dossier "Reconnaissance de la souffrance", puis, peu de temps après et toujours dans la même direction, nous avons apporté notre contribution au "Plan de paix et de vivre-ensemble" du Gouvernement basque. Tout ceci nous a menés à rejoindre le Forum Social, auquel nous participons activement aujourd'hui.

De cette participation au Forum Social a découlé notre présence l'été dernier aux Journées de Barcelone, intitulées "Construit la pau. Reptes i oportunitat per al País Basc, després de la fi d'ETA", organisées par la Mairie de la ville avec la Fondation Fundipau et le Forum Social lui-même, et lors desquelles a été organisée une rencontre entre victimes de différentes origines.

Notre participation aux Journées de la Fondation Buesa, organisées en octobre, a également répondu à notre conviction que, malgré les différences, nous écouter les uns les autres et jeter des ponts pour tenter de continuer à avancer sur la base de ce qui nous unit est la contribution définitive que nous pouvons faire au vivre-ensemble, pour construire un futur avec des garanties de non répétition.

C'est de tout ce processus qu'est issue la lecture que nous faisons aujourd'hui au Palais Miramar de Donostia.

Contribution d'Etixerat au vivre-ensemble (déclaration)

Nous, familles d'exilé.es et de prisonnier.es politiques basques, voulons aujourd'hui, par le biais de cette déclaration, rendre publique notre sincère volonté de contribuer au vivre-ensemble démocratique dans notre pays. Nous partageons la nécessité que soient entendues toutes et chacune des personnes qui ont subi et subissent encore les conséquences de la violence dérivée du conflit politique, pour participer à la résolution de ce dernier et faire en sorte que tout cela ne se reproduise jamais.

Nous savons que de nombreuses victimes d'ETA sont en train de faire un pas important en se positionnant publiquement pour une nouvelle politique

pénitentiaire, abandonnant celle que nous connaissons actuellement et qui, entre autres conséquences, punit les familles des prisonnier.es politiques basques. Nous voulons les remercier sincèrement de leur empathie envers notre souffrance et de la façon généreuse dont elles ont fait ce pas, sans rien espérer en retour. Nous aussi voulons apporter notre contribution à cette reconnaissance mutuelle. Nous le faisons de façon sincère, mus par notre engagement pour la paix et le vivre-ensemble.

De la même façon que pour toutes les victimes de tous types de violence, nous, familles des prisonnier.es politiques basques, avons ressenti durant de longues années l'indifférence d'une partie de la société et de ses représentants politiques. Nous connaissons la marginalisation des politiques publiques de vivre-ensemble et continuons d'être des victimes potentielles de la politique pénitentiaire d'exception. Cela nous a conduits à nous auto-protéger, à garder le silence devant la douleur des autres. À ne pas être capables de nous approcher, ni de manifester de l'empathie.

Nous exprimons nos plus sincères excuses car, de façon inconsciente, nous avons pu, par notre distance, contribuer à la douleur que les victimes d'ETA ont dû affronter après avoir perdu un proche de manière violente.

Etixerat reconnaît, respecte et exprime son empathie à toutes les victimes de différentes expressions de violence. À toutes et chacune des victimes, indépendamment de l'origine de la violence ; aux victimes d'ETA, à celles des Commandos Autonomes, à celles du terrorisme d'État, à celles dues aux agissements des Forces et Corps de Sécurité de l'État espagnol, aux victimes de tortures, nous tendons la main aujourd'hui, et particulièrement à celles pour qui, par action ou par omission, nous avons, même sans le vouloir, contribué à accentuer la douleur.

Nous ne pouvons ni ne voulons oublier les 16 familles qui ont perdu un proche dans les accidents causés par la dispersion, ni les 31 familles qui ont perdu un être cher en conséquence de la politique pénitentiaire, pertes qui nous ont causé une profonde douleur et qui auraient pu être évitées par l'application d'une politique pénitentiaire conforme au droit. Loin de vouloir établir une comparaison entre les souffrances, nous voulons transmettre aujourd'hui le fait que nous connaissons la douleur dans notre chair, et que cela nous fait reconnaître la vôtre.

Comme la majorité des victimes de ce pays, nous ne sommes animés par aucun sentiment de vengeance ni de revanche. Nous déclarons, avec notre pluralité, que ce qui nous anime est que rien de tout ceci ne se reproduise et que les générations futures n'aient pas à subir les conséquences du conflit politique.

Pour tout cela, nous faisons le pari de continuer à nous écouter, ce pourquoi Etixerat a travaillé ces dernières années, et insistons à nouveau sur la nécessité de jeter des ponts, pour faire apparaître les différents récits dans le chemin vers un récit multi-facettes qui puisse nous rapprocher, soigner et fermer les blessures, dans le but d'établir les bases du vivre-ensemble. C'est la plus

grande contribution que nous pouvons apporter à une société qui appuie et soutient le chemin vers une paix véritable et durable.

Nous avons rejoint l'initiative de Ni Zu Bi et de Sare pour le retour chez eux des prisonniers gravement malades

Le 14 mars, les mouvements Ni Zu Bi et Sare ont organisé Bilbao une mobilisation sous le slogan « Les prisonniers gravement malades à la maison ! ». Etxerat a apporté son soutien à cette initiative qui avait pour objectif la libération immédiate des prisonniers de Bizkaia Txus Martin, Gorka Fraile, Joseba Borde, Ibon Iparragirre et Kepa Arronategi, prisonniers politiques basques atteints de maladies graves et incurables.

Nous avons rappelé que 21 prisonniers étaient alors dans ce cas. Si la violation continuelle des droits des prisonnier.es et des nôtres est intolérable, celle qui concerne ces prisonniers gravement malades est plus cruelle encore, car elle les empêche de se soigner et de faire face à leurs maladies dans des conditions dignes, parmi leurs proches.

8. KINKEA

Le premier prix de la nouvelle promotion de Kinkea a été attribué au numéro 14.043

Le tirage au sort correspondant à la 1ère promotion de Kinkea de cette année 2019 a été réalisé le 21 mars devant notaire à Andoain, au moyen d'un programme informatique. Le 1er prix, une somme de 20.000 €, a été attribué au n°14.043. Ce bulletin a été vendu, contre l'achat de la reproduction de l'œuvre « Echar Ramas » de l'artiste Dora Salazar, à Santurtzi.